



Association de Gestion, & d'Animation Socio-Éducative et Culturelle

Siège social : 2 bis rue Saint Léger
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

SIREN 332 348 986

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Association de Gestion, & d'Animation Socio-Éducative et Culturelle
Siège social : 2 bis rue Saint Léger
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
SIREN 332 348 986

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association AGASEC ;

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGASEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les informations fournies dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Ville d'Avray, le 19 mars 2025



COMMISSARIAT AUX COMPTES

Représentée par Christian DÉTRÉ
Commissaire aux Comptes



Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	26 128	11 373	14 755	16 914
Autres immobilisations corporelles	176 919	75 988	100 931	8 626
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	203 047	87 361	115 686	25 541
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 937		3 937	1 832
Valeurs mobilières de placement	350 015		350 015	250 015
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	178 597		178 597	357 095
Charges constatées d'avance	766		766	766
TOTAL III	533 315		533 315	609 708
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	736 362	87 361	649 001	635 249

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	438 276	430 250
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	5 374	8 026
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Situation nette	443 650	438 276
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	89 562	91 080
Provisions réglementées		
TOTAL I	533 212	529 356
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		5 000
TOTAL III		5 000
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	16 519	11 318
TOTAL IV	16 519	11 318
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 299	57 192
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	42 972	32 383
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	99 271	89 575
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	649 001	635 249

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	3 027	3 366
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	19 665	23 327
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics		
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales		
Subventions d'exploitation	441 146	451 631
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		6 608
Utilisations des fonds dédiés	5 000	396
Autres produits	22	1 541
TOTAL I	468 861	486 869
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	17 112	19 766
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	116 648	146 277
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 067	5 298
Salaires et traitements	253 692	227 631
Charges sociales	75 655	67 439
Dotations aux amortissements et dépréciations	6 455	16 554
Dotations aux provisions	5 201	
Reports en fonds dédiés		5 000
Autres charges	2	44
TOTAL II	476 833	488 009
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-7 972	-1 140

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	13 874	11 360
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	13 874	11 360
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	13 874	11 360
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	5 902	10 220
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 518	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	1 518	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 518	
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	2 046	2 194
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	484 253	498 229
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	478 879	490 204
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	5 374	8 026
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociale sous gestion contrôlée		

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	62 362	62 362
Prestations en nature		
Bénévolat	80 023	65 530
TOTAL	142 385	127 892
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	62 362	62 362
Prestations en nature		
Personnel bénévole	80 023	65 530
TOTAL	142 385	127 892



Au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui présente un excédent de 5 373.64 €. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, forment un tout indissociable.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le plan de travaux décidé début 2024 a été réalisé et terminé le 15 novembre 2024 pour un montant de 96 601,37 €. Ces travaux sont financés par la subvention d'investissement de 91 080 €.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

L'application des conventions générales s'est faite dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

L'Association de Gestion & d'Animation Socio-Educative et Culturelle (sigle AGASEC), est un centre socio-culturel associatif (Loi 1901), agréé par la Caisse d'Allocations Familiales des Yvelines au vu de son projet social.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Lieu de vie et d'animation, l'AGASEC est un carrefour intergénérationnel au cœur des quartiers St Léger, Bergette et Schnapper. Equipement de proximité, ouvert à l'ensemble des habitants, il offre accueil, animations, activités et services pour faciliter et embellir la vie des habitants. Lieu d'initiatives, d'échanges et de rencontres, c'est une fabrique des possibles où chacun peut trouver sa place, quel que soit son âge, ses envies, ses besoins.

Les moyens mis en œuvre :

Cette association travaille en étroite collaboration avec la commune de Saint-Germain-en-Laye qui subventionne l'AGASEC pour favoriser le « vivre-ensemble » et la citoyenneté, contribuer à l'inclusion sociale et accompagner les parents dans leur fonction parentale.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,



L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances ont des échéances à moins d'un an.

SUBVENTIONS

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

- **Subvention de fonctionnement** : elles sont réparties prorata temporis.
- **Subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis** : ces subventions qui n'ont pas été encore utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont comptabilisées en fonds dédiés.
- **Subventions d'investissement** : elles sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

Par mesure de prudence, les subventions notifiées et pour lesquelles le versement en totalité est subordonnée à la validation par l'autorité publique du compte rendu d'exécution, sont comptabilisées au moment de leur encaissement et non dès leur notification.

MODIFICATIONS DE LA PRESENTATION OU D'EVALUATION

Aucun changement de méthode de présentation ni d'évaluation n'est intervenu au cours de cet exercice.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatique				
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel d'activités	26 127.72			26 127.72
Agencements & aménagements divers	7 395.49	96 601.37		103 996.86
Matériel de transport	47 000			47 000.00
Matériel informatique	12 561.16			12 561.16
Matériel de Loisir	1 605.75			1 605.75
Mobilier de bureau	11 755.50			11 755.50
Total	106 445.62	96 601.37		203 046.99

b) Acquisitions et désinvestissements

Les investissements de l'exercice concernent : Les travaux Rue Snaper

Total 96 601.37 €

Mise au rebut : Néant

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotation	Reprises	Fin
Logiciels informatique	33%				
Constructions et agencements	5%				
Matériel d'activités	33% à 20%	9 213.48	2 159.15		11 372.63
Agencements & aménagements divers	10%	3 394.43	2 154.11		5 548.54
Matériel de transport	25%	47 000.00			47 000.00
Matériel informatique	33%	7 935.93	2 142.16		10 078.09
Matériel de Loisir	33%	1 605.74			1 605.74
Mobilier de bureau	33%	11 755.50			11 755.50
Total		80 905.08			87 360.50

2. Immobilisations financières

Néant.

3. Stocks

Faute de moyen fiable pour le recenser, le stock de consommables n'est pas recensé. Il est cependant peu significatif

4. Avances et acomptes versés sur commandes

2 699 € Pour la cuisine

5. Usagers

Néant.

6. Subventions à recevoir

Néant.

8. Autres créances

Néant.

9. Valeurs mobilières de placement

Parts sociales Crédit Mutuel : 15,00 €

Compte à terme Tonic + / 12 mois : 350 000,00 €

Total : 350 015,00 €

10. Disponibilités

Chèques à encaisser 565,00 €

Livret bleu 80 340,00 €

Livret OBNI triplex: 68 904,34 €

Crédit Mutuel : 16 610,29 €

Intérêts à recevoir : 11 965,27 €

Caisse 211, 75 €

Total : 2 178 596,65 €

11. Charges constatées d'avance 766,08 €

Abonnement informatique

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Le fonds associatif est le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

2. Subventions d'investissement

Nature	Subvention d'investissement	Quote-part virée au résultat	Net
Travaux 2024	91 080,00	1 518,00	89 562,00
Total	91 080,00	1 518,00	89 562,00

3. Provisions et dépréciations

	Début	Dotation	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Provision pour retraite	11 317,71	5 201,36		16
Autre provision pour risques				
Provisions pour charges				
Usagers				
Dépréciations				
Total	11 317,71			11
Dotations / reprises d'exploitation		5 201,36		
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		5 201,36		

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet

4. Fonds dédiés sur subventions et dons

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Ateliers Sociolinguistiques 2023 (*)	5 000,00		5 000,00	
Ateliers Sociolinguistiques 2024				
Total	5 000,00		5 000,00	

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant.

6. Avances et acomptes reçus

Néant.

7. Fournisseurs

Factures non parvenues 54 849,30 €

8. Dettes fiscales et sociales

Congés payés brut 16 123,79 €
 Urssaf : 8 219,83 €
 Prévoyance : 875,53 €
 Mutuelle : 534,80 €
 Retraite : 2 110,10 €
 Charges sur congés payés 6 734,73 €
 Etat : prélèvement à la source : 401,52 €
 Impôt sur les produits financiers : 3 043,31 €
 Formation professionnelle continue 3 731,31 €
Total 41 774,92 €

9. Autres dettes

Néant.

10. Produits constatés d'avance

Néant.

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Subventions d'exploitation

NATURE	Exercice clos	Exercice précédent
Subventions Mairie	290 700,00	290 700,00
Subventions Conseil Départemental	8 850,00	20 150,00
Subventions CAF	141 595,70	140 905,83
Subventions Aides aux Emplois	-	(124,72)
Total	441 145,70	451 631,11

2. Détail des produits exceptionnels

Néant.

3. Détail des charges exceptionnelles

Néant.

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

2. Engagement hors bilan donnés (DIF et CPF)

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, les droits acquis et non pris au titre du droit individuel de formation étaient transférables jusqu'au 30 juin 2021 dans le Compte Personnel de Formation (CPF). Les droits au titre du C.P.F. s'acquièrent sur la base de 24 heures par an pour un temps plein dans la limite de 120 heures, puis sur la base de 12 heures par an dans la limite d'un plafond total de 150 heures.

3. Engagement de crédit bail et locations de longue durée

Il n'y a pas de crédit-bail ou location longue durée en cours.

4. Contributions volontaires en nature

a) Bénévolat et Mise à disposition de personnels

Le bénévolat a été recensé pour chacune des activités de l'association et représente 5 963 heures, soit 3,28 personnes équivalent temps plein. En retenant le SMIC horaires de 2024 (13.42 €/heure), le bénévolat est valorisé à 80 023 €.

b) Mise à disposition de locaux et autres services

L'ensemble des locaux et personnels sont mis à disposition de l'AGASEC par la mairie de Saint - Germain-en-Laye, selon la convention d'objectifs et de moyens triennale 2022-2024, est valorisée à 62 362€.

5. Engagements hors bilan

Il n'y a pas d'engagements hors bilan donnés (caution, hypothèque, nantissement).